



## **Pour une Loi Climat à la hauteur des enjeux**

Alors que la Loi Climat et Résilience s'apprête à être débattue à l'Assemblée Nationale le 29 mars prochain et que son volet Alimentation est critiqué sur l'absence de nombreuses propositions portées par la Convention Citoyenne pour le Climat, un récent arrêté ministériel a autorisé l'introduction dans les cantines scolaires de la volaille issue d'élevages intensifs dans les produits dits "durables". Pourtant, le sujet de l'élevage, mis de côté par le gouvernement, est bien au cœur des enjeux climatiques. Des actes ainsi en totale contradiction avec les attentes des Français et l'urgence climatique. Si la question de la transition vers la fin de l'élevage intensif et vers des systèmes agroécologiques ne se pose pas dans le cadre de cette loi, quand se posera-t-elle ? L'ONG CIWF propose 4 mesures concrètes et appelle les parlementaires à élever le débat et agir.

### **LES IMPACTS DE L'ÉLEVAGE INTENSIF**

L'élevage est au cœur des enjeux climatiques. Ses impacts sur le réchauffement climatique sont planétaires. Certains systèmes d'élevage sont particulièrement nocifs. Les systèmes d'élevages industrialisés, par leurs tailles et les densités d'animaux, leur dépendance aux protéines importées, ou encore la gestion des effluents, ont des impacts majeurs sur l'environnement : pollution de l'air, des sols et des eaux, perte de biodiversité, déforestation et surconsommation de ressources. Ils sont également incompatibles avec le respect du bien-être animal. Ils ont également des impacts sur la santé. En février dernier, la Commission Européenne a notamment publié un nouveau plan de lutte contre le cancer, comprenant un engagement pour encourager le « passage à un régime alimentaire reposant sur davantage de végétaux, plus de fruits et de légumes, moins de viande rouge et transformée, et d'autres aliments présentant des risques de cancer ».

Certains systèmes d'élevage peuvent toutefois avoir des impacts positifs, notamment sur la biodiversité et le stockage du carbone dans le sol. Il faut sortir d'une vision binaire "pour ou contre l'élevage" ou "pour ou contre la viande" mais bien se poser la question de quel système d'élevage nous voulons.

## DES ACTES EN TOTALE CONTRADICTION AVEC L'URGENCE AGROÉCOLOGIQUE

Alors que le projet de Loi Climat et Résilience était une opportunité de mettre l'élevage au cœur des enjeux climatiques en excluant la production intensive et en travaillant, comme le préconisait la Convention Citoyenne pour le Climat, sur la reconversion de l'élevage vers l'agroécologie et la restructuration des cheptels pour améliorer la qualité de la production, rien n'est mis en place en ce sens.

Pire... Des décisions sont prises totalement à l'encontre notamment des ambitions des Etats Généraux de l'Alimentation et de la promesse du Président de la République d'améliorer la qualité et la durabilité des productions d'élevages françaises et des repas proposés en restauration collective. Ainsi l'engagement d'interdire progressivement l'élevage de poules en cage n'est toujours pas en vue, et un arrêté du 25 janvier 2021 permet désormais d'autoriser tous les élevages intensifs de poulets à accéder au marché de la restauration collective dite "de qualité" en se targuant d'être "durables". Communiqué de presse :

>>>> <https://www.ciwf.fr/media/7444384/cpcommuncantineselevageintensifaumenu03032021.pdf>

LA LOI CLIMAT,  
L'OCCASION  
IMMANQUABLE  
D'ENGAGER  
LA FRANCE VERS  
DES ÉLEVAGES PLUS  
DURABLES



C'est dans ce contexte que l'ONG CIWF souhaite faire intégrer dans le volet « Se nourrir » de la Loi Climat et Résilience des mesures contribuant à réduire l'empreinte écologique de l'élevage par la réduction de la production d'élevages intensifs, le soutien au maintien d'élevages plus vertueux et la transition des régimes alimentaires vers des régimes moins carnés.

4 mesures qui visent à protéger la santé de tous et notre environnement et qui appellent les parlementaires à :

- **DE LA COHÉRENCE** : augmenter la part des produits issus d'élevages agroécologiques en restauration collective (exclure les productions d'élevage les plus intensives des 50% de produits durables, intégrer une part minimale de produits animaux dans les produits durables)
- **DE LA TRANSPARENCE** : expérimenter l'étiquetage des modes de production des produits issus de l'élevage (sur le modèle de ce qu'il existe pour les œufs, le consommateur pourra faire des choix éclairés lors de ses achats et devenir acteur de la transition de l'élevage)
- **DE LA RESPONSABILITÉ** : interdire progressivement les pires systèmes d'élevage et subventionner uniquement les bonnes pratiques (interdire à terme l'élevage de poules en cage, ainsi que les systèmes de productions similaires dans d'autres productions et subventionner les pratiques agroécologiques et respectueuses du bien-être animal)
- **UN RÉEL ACCOMPAGNEMENT DE LA POPULATION** : encourager la réduction de la consommation de protéines animales (introduire un objectif de 20% de réduction de consommation de produits issus de l'élevage en 2030, renforcer la mesure relative aux menus végétariens dans les cantines, en pérennisant l'alternative quotidiennement à partir de 2025, ou bi-hebdomadairement pour les cantines sans option)

Lors de l'examen en Commission, plusieurs amendements allant dans ce sens ont été déposés par certains députés, comme Cédric Villani et Loïc Dombreval. Plusieurs ont été écartés des débats, comme de nombreux autres, jugés cavaliers, sans même un argumentaire. Les débats en plénière auront lieu à partir du 29 mars prochain selon la procédure contraignante du « temps législatif programmé », ce qui va limiter les temps de parole des députés de l'opposition.

CIWF appelle les parlementaires à faire évoluer le projet de loi à la hauteur de l'enjeu climatique et dire haut et fort, avec les Français : **l'élevage c'est oui, l'intensif c'est non.**

## LES FRANÇAIS ET L'ÉLEVAGE INTENSIF

**Selon un sondage mené en février 2021 par Harris Interactive pour le Réseau Action Climat, les Français seraient favorables à 83 % à ce que les pouvoirs publics mettent en place des mesures visant à limiter, en France, la présence des exploitations agricoles les plus industrielles (de type intensif, comprenant un très grand nombre d'animaux, etc.), et attendent pour 88 % d'entre eux des mesures de soutien au développement des élevages durables.**

**Par ailleurs, 80 % des Français se montrent favorables à l'instauration d'une politique obligeant la restauration collective (cantines, maisons de retraite, hôpitaux, prisons, etc.) à proposer une option végétarienne équilibrée tous les jours et/ou deux menus végétariens équilibrés par semaine.**



### A PROPOS DE CIWF

Créée en 1967, CIWF (Compassion in World Farming) est une ONG internationale welfariste dont l'objectif est de mettre fin à l'élevage intensif et d'ouvrir la voie à des systèmes agricoles et alimentaires durables, plus respectueux des animaux, des êtres humains et de la planète. Ses missions principales sont complémentaires : interpeller, par la mobilisation du grand public et le plaidoyer, les pouvoirs publics pour faire évoluer les décisions politiques en matières agricoles et alimentaires et en intégrant le bien-être animal, accompagner les filières agroalimentaires sensibiliser et outiller le grand public. Présente en France depuis 2009, elle est largement implantée en Europe (Angleterre, France, Pays-Bas, Italie, Pologne...) et dans le monde (USA, Chine). Plus d'infos sur [www.ciwf.fr](http://www.ciwf.fr)

---

#### CONTACT PRESSE

Agence Econovia  
Joanne Gardavaud

joanne.gardavaud@econovia.fr  
01 43 94 73 43

CIWF France  
Laetitia Dinault  
laetitia.dinault@ciwf.fr